

SAUTI KWA WOTE



Magazine pour la paix et la cohésion sociale à Beni

Edition 01



Comprendre les conflits et renforcer les mécanismes locaux de la paix à Beni

ÉDITORIAL

SAUTI KWA WOTE

Edition 01

Dans la ville de Beni, au Nord-Kivu, les communautés évoluent au quotidien dans un environnement marqué par des tensions persistantes et des conflits aux multiples visages. Dans les communes de Beu et Bungulu en particulier, ces réalités, bien que souvent de faible intensité, s'inscrivent dans une fréquence préoccupante et trouvent leurs racines dans des dynamiques complexes : cohabitation fragile entre populations, pression sur les ressources, enjeux fonciers ou encore transformations des relations sociales. Lorsque ces situations ne sont ni comprises ni accompagnées avec justesse, elles fragilisent progressivement la cohésion sociale et nourrissent un climat de méfiance entre les membres de la communauté. Pourtant, au cœur même de ces défis, émergent des réponses locales, portées avec courage et résilience par les communautés elles-mêmes.

C'est dans cette perspective que s'inscrit le projet PREPACS-BENI, mis en œuvre par NP-CYP avec l'appui de la GIZ dans le cadre du programme ProPaix III. En s'appuyant sur les Structures Locales de Paix et de Développement (CLPD et CPDQ), ce projet ambitionne de renforcer des mécanismes de gestion pacifique des conflits, accessibles, inclusifs et profondément ancrés dans les réalités locales.

Le magazine SAUTI KWA WOTE « la voix pour tous » se veut bien plus qu'un simple support d'information. Il s'affirme comme un espace de sensibilisation, de transmission et d'engagement, au service d'une meilleure compréhension des dynamiques de conflit et des voies possibles vers leur transformation pacifique.

À travers cette première édition, il propose d'éclairer les communautés sur les causes profondes et les manifestations des conflits récurrents dans les communes de Beu et

Bungulu, tout en mettant en lumière les mécanismes locaux de prévention et de résolution, notamment le rôle essentiel des CLPD et CPDQ.

Il porte également une attention particulière à la dimension genre et à l'inclusion, en valorisant la contribution des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables, dont la participation demeure indispensable à la construction d'une paix véritablement durable.

En rendant ces connaissances accessibles, concrètes et ancrées dans le vécu des populations, ce magazine entend renforcer l'appropriation communautaire des outils de gestion pacifique des conflits et encourager l'émergence d'une culture de dialogue, de respect et de responsabilité partagée.

En cela, cette édition contribue pleinement aux objectifs du projet PREPACS-BENI, en soutenant le renforcement des mécanismes locaux de paix et en accompagnant les communautés vers une coexistence plus harmonieuse et résiliente.

Ainsi, SAUTI KWA WOTE se présente comme un trait d'union entre les actions du projet et les réalités du terrain, un espace d'expression, d'apprentissage et d'espoir, au service d'une paix construite par les communautés, avec les communautés et pour les communautés.

Parce que la paix ne se décrète pas, mais se construit à travers les gestes, les paroles et les choix du quotidien, ce magazine vous invite à comprendre, à vous engager et à agir.

Car au-delà des différences et des tensions, une conviction demeure : La paix est possible et elle commence avec chacun de nous.

Bonne lecture à tous

SOMMAIRE

SAUTI KWA WOTE Édition 1

Magazine pédagogique pour la paix
et la cohésion sociale à Beni

1. Éditorial

Comprendre les enjeux de paix et de cohésion sociale à Beni
.....Page 02

2. Comprendre les conflits à Beni

Identifier les types de conflits, leurs causes et leurs conséquences
dans les communes de Beu et Bungulu.....Page 04

3. La médiation communautaire

Comprendre ce qu'est la médiation, ses étapes et son importance
dans la résolution pacifique des conflits..... Page 08

4. Les principes de la gestion pacifique des conflits □

Neutralité, dialogue, respect et recherche de solutions durables
.....Page 10

5. Genre et inclusion dans la gestion des conflits

Pourquoi et comment impliquer les femmes, les jeunes et les groupes
vulnérables

6. Les structures locales de paix (CLPD / CPDQ)

Rôles, fonctionnement et limites d'intervention
..... Page 11

7. Parole aux acteurs de paix

Interview d'un membre des structures locales de paix

8. Le projet PREPACS-BENI

Objectifs, approche et actions pour renforcer les mécanismes lo-
caux de paix..... Page 15

9. À propos de NPCYP

Présentation de l'organisation et de son engagement pour la paix
..... Page 15

Comprendre les conflits à Beni

Identifier les types de conflits, leurs causes et leurs conséquences dans les communes de Beu et Bungulu

1. Qu'est-ce qu'un conflit ?



Un conflit est une situation de désaccord, d'opposition ou de tension entre deux ou plusieurs personnes, groupes ou communautés. Il apparaît lorsque les acteurs concernés ont des intérêts, des besoins, des valeurs ou des perceptions différentes, et qu'ils n'arrivent pas à les concilier de manière pacifique.

Dans la vie quotidienne, les conflits peuvent naître de situations très simples : un malentendu, une parole mal interprétée, un désaccord sur l'utilisation d'un bien, ou encore un sentiment d'injustice. Ils peuvent aussi être plus complexes, notamment lorsqu'ils concernent la terre, les ressources, les responsabilités ou les relations sociales au sein d'une communauté.

Il est important de comprendre que le con-

flit fait partie de la vie en société. Là où il y a des interactions humaines, il peut y avoir des divergences. En ce sens, le conflit n'est pas forcément négatif. Bien géré, il peut même devenir une opportunité :

- De dialoguer et mieux se comprendre
- D'exprimer ses besoins et ses attentes
- De corriger des injustices ou des incompréhensions
- De renforcer les relations entre les personnes

Cependant, lorsque le conflit est mal géré, ignoré ou traité avec violence, ses conséquences peuvent être graves. Il peut s'intensifier, se transformer en affrontement, créer des divisions durables et affaiblir la cohésion sociale.

Dans certains cas, il peut même entraîner des violences physiques, des ruptures de relations ou des tensions généralisées au sein de la communauté.

C'est pourquoi il est essentiel d'apprendre

à reconnaître les conflits, à en comprendre les causes et surtout à les gérer de manière pacifique, à travers le dialogue, l'écoute et la recherche de solutions acceptables pour tous.

Quels sont les principaux types de conflits ?

Dans les communautés, les conflits ne se présentent pas tous de la même manière. Ils peuvent prendre différentes formes selon les réalités sociales, économiques et culturelles du milieu.

Dans les communes de Beu et Bungulu, les analyses menées dans le cadre du projet PREPACS-BENI ont permis d'identifier quatre grandes catégories de conflits qui reviennent fréquemment dans la vie quotidienne des populations.

1. Conflits liés aux déplacements de populations

Ces conflits apparaissent lorsque des personnes déplacées, fuyant les violences dans leurs zones d'origine, s'installent dans des communautés déjà habitées.

Cette cohabitation, bien que nécessaire, n'est pas toujours facile. Elle peut entraîner des tensions liées à la compétition pour les ressources disponibles, telles que la terre, l'eau, l'aide humanitaire ou encore les opportunités économiques. Les différences culturelles, les habitudes de vie et les perceptions mutuelles peuvent également accentuer les incompréhensions.

Effets observés :

Des tensions quotidiennes, des malentendus et parfois des rivalités entre communautés hôtes et populations déplacées.

2. Conflits fonciers

Les conflits fonciers figurent parmi les plus fréquents et les plus sensibles. Ils concernent les questions liées à la terre, à sa propriété et à son utilisation.

Dans un contexte de forte croissance démographique et d'urbanisation progressive, les litiges autour des limites des parcelles, des droits de propriété ou encore de l'occupation des terres deviennent de plus en plus nombreux. La coexistence entre les règles

coutumières et les lois modernes complique davantage la situation.

Effets observés :

Des conflits récurrents, parfois longs et complexes, qui peuvent rapidement dégénérer en tensions graves.

3. Conflits liés à la gouvernance sécuritaire

Ces conflits concernent les relations entre la population et les services de sécurité.

Dans certains cas, la population exprime un sentiment d'insécurité ou une insatisfaction face à la protection offerte. Des accusations d'abus, de tracasseries ou de pratiques inappropriées peuvent également renforcer la méfiance.

Effets observés :

Des frustrations, des tensions sociales et, dans certaines situations, des réactions violentes ou des conflits ouverts.

4. Conflits liés à la gestion des infrastructures communautaires

Ces conflits sont liés à l'accès et à l'utilisation des services de base, tels que les points d'eau, les écoles ou les centres de santé.

Lorsque la gestion de ces infrastructures est perçue comme injuste ou exclusive, cela peut provoquer des désaccords entre les membres de la communauté. Les tensions naissent souvent autour de la répartition des ressources ou des règles d'accès.

Conflits liés aux déplacements de populations



Conflits fonciers



Conflits liés à la gouvernance sécuritaire



Conflits liés à la gestion des infrastructures communautaires



Effets observés :

Des tensions locales persistantes qui affectent les relations entre les habitants.

2. Conflits identifiés à Beni : ce que révèle le terrain



Dans le cadre de la mise en œuvre du projet PREPACS-BENI, une séance de travail organisée le 19 février 2026 a permis aux membres des Structures Locales de Paix et de Développement (CLPD et CPDQ) d'identifier plusieurs conflits en cours dans les communes de Beu et Bungulu.

Ces conflits, issus des réalités quotidiennes des communautés, illustrent la diversité des tensions auxquelles les populations sont con-

frontées. Ils concernent aussi bien la gestion des terres, l'utilisation des espaces publics, les relations entre acteurs communautaires que la gouvernance locale et la gestion des ressources.

Le tableau ci-dessous présente une synthèse des principaux conflits identifiés, en mettant en lumière leurs causes, les acteurs impliqués ainsi que leurs conséquences sur la cohésion sociale.

Type de conflit	Lieu	Description simplifiée	Acteurs impliqués	Causes principales	Conséquences observées
Conflit foncier (parcelle CAC/CACI)	Mambangu (Bungulu)	Conflit autour d'une parcelle achetée par une structure, revendiquée par la communauté comme bien collectif	Membres CACI vs communauté	Crainte de privatisation d'un bien communautaire	Tensions, affrontements, arrestations
Spoliation d'un espace public (marché 300 maisons)	Mambangu (Bungulu)	Espace destiné au marché attribué à un particulier, rejeté par les usagers	Autorités, usagers du marché, communauté	Décision non concertée, gestion contestée de l'espace public	Tensions graves, risque de violence
Spoliation d'espaces publics (terrains de foot)	Mangote, Kasanga (Bungulu)	Accusations contre les autorités de s'approprier des terrains publics	Jeunesse vs autorités locales	Absence de délimitation claire des espaces publics	Mécontentement, mobilisation de la jeunesse
Conflit de leadership (société civile)	Bungulu	Rivalité entre deux structures se disputant la légitimité	Structures de la société civile	Recherche de positionnement et d'opportunités	Divisions, diffamation, tensions
Gestion des fonds communautaires (cimetière)	Rwangoma (Beu)	Soupçons de détournement d'argent collecté pour un cimetière	Communauté, CPDQ, leaders locaux	Manque de transparence dans la gestion financière	Méfiance, tensions communautaires
Conflit de gouvernance (marché Butanuka)	Butanuka (Beu)	Désaccord autour de la gestion d'un espace public (marché)	Société civile, CLPD, autorités	Manque de communication et d'inclusion	Protestations, divisions, confusion

À l'issue de la séance du 19 février 2026, organisée dans le cadre du projet PREPACS-BENI, plusieurs conflits ont été présentés et discutés par les membres des Structures Locales de Paix et de Développement (CLPD et CPDQ).

Après échanges, il a été constaté que la majorité de ces conflits étaient bien connus des participants. D'autres conflits jugés importants ont également été ajoutés, tandis que ceux déjà pris en charge par la justice n'ont pas été retenus.

Au final, quatre conflits prioritaires ont été sélectionnés. Ils feront l'objet de dialogues communautaires et de médiations, avec l'appui des structures locales de paix.

Les résultats de ces processus seront présentés dans la prochaine édition du magazine SAUTI KWA WOTE.

3. LA MEDIATION COMMUNAUTAIRE : UNE VOIE PACIFIQUE POUR RESOUDRE LES CONFLITS

Dans de nombreuses communautés, les conflits font partie du quotidien. Mais face aux tensions, toutes les réponses ne se valent pas. Entre confrontation, silence ou recours à la violence, il existe une autre voie : celle du dialogue. C'est précisément ce que propose la médiation communautaire.

La médiation est une approche simple mais puissante. Elle permet à des personnes en conflit de se retrouver autour d'un échange encadré, avec l'appui d'un tiers neutre appelé médiateur. Son rôle n'est pas de juger, ni d'imposer une solution, mais d'aider les parties à se comprendre et à construire elles-mêmes une issue acceptable.

Une démarche basée sur l'écoute et la compréhension

La médiation repose avant tout sur la volonté des personnes concernées de trouver une solution pacifique. Elle commence par une étape essentielle : comprendre le conflit. Quelles sont les causes ? Qui est impliqué ? Quelles sont les attentes de chacun ?

Ensuite vient le moment du dialogue. Chaque partie est invitée à s'exprimer librement, dans un cadre respectueux. Ce processus permet souvent de lever des malentendus, de réduire les tensions et d'ouvrir la voie à des solutions partagées.

Enfin, les parties sont accompagnées dans la recherche d'un accord. Cet accord, parce qu'il est construit ensemble, a plus de chances d'être accepté et respecté dans la durée.

Des principes qui garantissent la confiance

Pour être efficace, la médiation repose sur des principes simples mais essentiels :

- la neutralité du médiateur
- l'impartialité dans le traitement des parties

- le respect de chacun
- la confidentialité des échanges
- la volonté libre de participer au processus

Ces éléments permettent de créer un climat de confiance, indispensable pour favoriser un dialogue sincère.

Une solution adaptée aux réalités communautaires

Dans un contexte comme celui de Beni, où les conflits sont fréquents mais souvent liés à des réalités du quotidien, la médiation apparaît comme une solution particulièrement adaptée.

Elle permet d'intervenir rapidement, d'éviter l'escalade des tensions et de préserver les relations sociales. Elle favorise également une responsabilisation des acteurs, qui deviennent eux-mêmes porteurs de solutions.

Le rôle des mécanismes locaux de paix à Beni

À Beni, la médiation communautaire est souvent facilitée par les Structures Locales de Paix et de Développement (CLPD et CPDQ). Ces mécanismes, ancrés dans les communautés, jouent un rôle clé dans la prévention et la gestion des conflits.

Proches de la population, ils comprennent les réalités locales et interviennent pour :

- Faciliter le dialogue entre les parties
- Accompagner les processus de médiation
- Proposer des solutions adaptées au contexte
- Orienter les cas complexes vers les autorités compétentes.

Grâce à leur engagement, de nombreux conflits trouvent des solutions pacifiques au niveau local, contribuant ainsi à renforcer la cohésion sociale.

LA MÉDIATION COMMUNAUTAIRE :

UNE VOIE PACIFIQUE POUR RÉSOUDRE LES CONFLITS



PRINCIPES DE LA MÉDIATION

- Neutralité du médiateur
- Impartialité
- Respect de chacun
- Confidentialité
- Participation volontaire

- ✓ Solutions proposées par les parties
- ✓ Accord accepté par tous
- ✓ Engagement à respecter

RÔLE DES CLPD & CPDQ À BENI

- Faciliter le dialogue
- Accompagner la médiation
- Proposer des solutions locales
- Orienter les cas complexes

ACCORD PACIFIQUE
Accepté et respecté par tous

*La médiation évite la violence,
préserve les relations et renforce la cohésion sociale.*

GENRE ET INCLUSION DANS LA GESTION DES CONFLITS



Une approche essentielle pour une paix durable

Dans le cadre du projet PREPACS-BENI, l'inclusion et la prise en compte du genre sont essentielles pour garantir une participation équilibrée et des solutions durables. Le projet reconnaît que les conflits n'affectent pas tout le monde de la même manière et qu'aucune solution durable ne peut être trouvée sans la participation de tous.

Dans les communautés, les femmes, les jeunes et les personnes vulnérables sont souvent les plus touchés, mais aussi les moins impliqués dans les prises de décision. L'approche genre vise à reconnaître que femmes et hommes ont des rôles, expériences et besoins différents face aux conflits, afin de proposer des réponses plus justes et adaptées.

Pourquoi l'inclusion est-elle importante ?

L'implication de toutes les catégories renforce la qualité des solutions :

- les femmes favorisent le dialogue et l'apaisement
- les jeunes sont des acteurs du changement

- les groupes vulnérables aident à comprendre les injustices

Une participation inclusive améliore l'acceptation des décisions et renforce la cohésion sociale.

Les défis observés

- faible participation des femmes
- discriminations liées au genre
- non prise en compte des besoins des jeunes et des filles
- exclusion de certains groupes

Ce qu'il faut promouvoir

- participation active des femmes
- implication des jeunes
- égalité entre femmes et hommes
- espaces de dialogue inclusifs et sécurisés

À retenir

Une paix durable nécessite l'inclusion. Chaque voix compte, et le genre est une clé pour comprendre et résoudre les conflits.

LES STRUCTURES LOCALES DE PAIX (CLPD & CPDQ)

Des acteurs de proximité au service de la paix

Dans les communes de Beu et Bungulu, la gestion des conflits ne repose pas uniquement sur les autorités formelles. Il existe également des mécanismes communautaires appelés Structures Locales de Paix et de Développement (SLPD), qui jouent un rôle essentiel dans la prévention et la résolution pacifique des conflits.

Ces structures comprennent notamment les Comités Locaux de Paix et de Développement (CLPD) au niveau des communes, et les Comités de Paix et de Développement de Quartier (CPDQ) au niveau des quartiers.

Composées de membres issus de la communauté leaders locaux, femmes, jeunes et représentants de la société civile, ces structures sont proches de la population et interviennent directement dans la gestion des conflits du quotidien.

Dans le cadre du projet PREPACS-BENI, ces mécanismes sont au cœur de l'action. Le projet vise à renforcer les capacités des membres des CLPD et CPDQ afin d'améliorer leur efficacité dans la prévention, l'analyse et la gestion des conflits, notamment à travers l'accompagnement à la médiation de conflits locaux. Ce renforcement permet de promouvoir le dialogue et d'encourager des solutions pacifiques, adaptées aux réalités des communautés.

Que font concrètement les CLPD et CPDQ ?

Les structures locales de paix interviennent principalement pour :

- Sensibiliser les communautés à la prévention des conflits
- Faciliter le dialogue entre les parties

en désaccord

- Accompagner les processus de médiation au niveau local
- Orienter certains cas vers les autorités compétentes lorsque nécessaire
- Promouvoir la paix, la cohésion sociale et le vivre-ensemble

Quelles sont leurs limites ?

Il est important de comprendre que les CLPD et CPDQ :

- Ne remplacent pas la justice formelle
- Interviennent principalement dans les conflits communautaires
- Orientent les cas graves (violences, crimes, infractions) vers les services compétents

Pourquoi ces structures sont-elles importantes ?

Les structures locales de paix jouent un rôle clé dans les communautés :

- Elles sont proches de la population et accessibles
- Elles comprennent les réalités et les dynamiques locales
- Elles permettent d'agir rapidement avant l'escalade des conflits
- Elles renforcent la confiance entre les membres de la communauté

À retenir

- Les conflits peuvent être résolus au niveau local
- Les CLPD et CPDQ sont des acteurs clés de la paix
- Leur rôle est de favoriser le dialogue et la cohésion sociale

LES STRUCTURES LOCALES DE PAIX (CLPD & CPDQ)

Des acteurs de proximité au service de la paix



Sensibiliser

les communautés à la prévention des conflits



Faciliter le dialogue

entre le partiels en désaccord.



Accompagner

les processus de médiation au niveau local.



Orienter vers des

autorités compétentes lorsque nécessaire.

À retenir

- Les conflits peuvent être résolus localement.
- Les CLPD et CPDQ sont des acteurs clés de la paix.
- Leur rôle est de favoriser le dialogue et la cohésion sociale.



Les conflits peuvent être résolus au niveau local.



Les CLPD et CPDQ sont des acteurs clés de la paix.



Leur rôle est de favoriser le dialogue et la cohésion sociale.

LES CLPD AU CŒUR DE LA GESTION DES CONFLITS MALGRÉ LES DIFFICULTÉS

TEMOIGNAGE DE MME MASIKA KAGHENI ESPERANCE

Dans un contexte marqué par des conflits récurrents et des défis multiples, les Comités Locaux de Paix et de Développement (CLPD) jouent un rôle essentiel dans la gestion des tensions au niveau communautaire.

À travers son expérience, Mme Masika Kagheni Espérance revient sur l'engagement de ces structures pour promouvoir la paix et la cohésion sociale à Beni.

Bonjour Madame, pouvez-vous vous présenter ?

Je suis Madame Masika Kagheni Espérance, première vice-présidente du CLPD, engagée dans la promotion de la paix et de la cohésion sociale au sein de ma communauté.

Parlez-nous des CLPD : comment fonctionnent-ils et pourquoi ont-ils été mis en place ?

Le CLPD fonctionne sous l'autorité de la commune, avec les bourgmestres comme présidents. Il a été créé pour promouvoir la paix et la cohésion sociale, faciliter le dialogue communautaire, encourager le développement local, renforcer la participation citoyenne et favoriser la collaboration entre la population, les autorités et les partenaires.

Observez-vous des conflits dans votre communauté ? Pouvez-vous donner des exemples ?

Oui, plusieurs conflits existent. Les conflits fonciers sont fréquents, comme celui entre le CAC/CACI et certains membres de la communauté. Il y a aussi des conflits entre structures de jeunes et organisations. Un cas marquant est celui du marché « 300 maisons » à Bungulu, où une parcelle initialement donnée à la communauté a été

attribuée à un particulier, provoquant des tensions. Il existe aussi des conflits mineurs, comme ceux entre femmes aux points d'eau.

Quelles sont les principales causes de ces conflits ?

Certaines causes sont liées à des conflits dits « fictifs », notamment lorsque des décisions judiciaires sont mal acceptées. Une personne qui perd un procès peut considérer les autres comme des ennemis, ce qui entretient les tensions et les contestations.

La communauté tente-t-elle de gérer ces conflits ? Quelles en sont les conséquences ?

Le CLPD intervient par la médiation, notamment à travers la commission de pacification. Dans certains cas, les conflits sont résolus, mais lorsqu'il y a refus ou récurrence, nous orientons les dossiers vers les autorités compétentes pour qu'elles tranchent.

Quels types de conflits gérez-vous et lesquels sont orientés ailleurs ?

Le CLPD gère les conflits sociaux, comme ceux entre voisins ou membres de la communauté. En revanche, les cas impliquant des groupes armés, des bandits ou des violences sexuelles sont transférés aux autorités judiciaires ou sécuritaires.

Quelle est la place des jeunes et des femmes ?

Les femmes participent activement et dirigent certaines commissions, notamment humanitaire et de pacification. Elles interviennent surtout dans les conflits impliquant des femmes. Les jeunes aussi jouent un rôle important dans la dynamique communautaire.



Avez-vous des exemples de conflits résolus avec succès ?

Oui. À Mambango, un conflit entre épouses de militaires et femmes civiles a été résolu grâce à la sensibilisation et au dialogue. De même, un conflit entre mutuelles à Taler Patrimoine a été réglé, permettant aux parties de reprendre une collaboration harmonieuse.

Êtes-vous fière de ces résultats ?

Oui. Voir des personnes autrefois en conflit collaborer, échanger et mener des activités ensemble montre un véritable changement et renforce la cohésion sociale.

Quelles sont les difficultés rencontrées ?

Certaines parties refusent la médiation, ce qui oblige à recourir à la justice. Cela peut entraîner du ressentiment envers le CLPD.

Comment gérez-vous ces situations ?

Nous privilégions le dialogue continu afin d'apaiser les tensions et amener les parties à accepter les solutions.

Avez-vous des recommandations ?

Nous demandons un renforcement des capacités, des outils de gestion, plus de sécurité et du matériel de travail, notamment pour documenter les conflits et produire des rapports.

Quel message adressez-vous à la population ?

Il ne faut pas systématiquement recourir à la justice, car cela peut être coûteux et créer des tensions. La médiation permet souvent de trouver des solutions durables et de préserver la cohésion sociale.

Un dernier mot ?
Merci beaucoup.

LE PROJET PREPACS-BENI

Renforcer la paix au cœur des communautés

Dans la ville de Beni, marquée par des tensions récurrentes et des défis liés à la cohésion sociale, le projet PREPACS-BENI apporte une réponse concrète pour accompagner les communautés vers des solutions pacifiques et durables.

Le Projet de Renforcement de la Paix et de la Cohésion Sociale dans les communes de Beu et Bungulu vise à soutenir les dynamiques locales de gestion des conflits, en s'appuyant sur les acteurs communautaires et les mécanismes déjà existants.

Un objectif centré sur la cohésion sociale

L'objectif principal du projet est de contribuer à l'amélioration de la paix, de la stabilité et de la cohésion sociale dans les communes de Beu et Bungulu.

Pour y parvenir, le projet met l'accent sur le renforcement des mécanismes locaux de résolution des conflits, tout en intégrant des messages de paix sensibles au genre.

Une approche proche des réalités lo-

NPCYP

Un acteur engagé pour la paix et la jeunesse

Le National Partnership of Children and Youth in Peacebuilding (NPCYP) est un réseau d'organisations congolaises engagé dans la promotion de la paix, de la gouvernance et du développement au sein des communautés. Créé le 13 avril 2015 avec l'appui de partenaires internationaux, il regroupe des organisations œuvrant pour les enfants et les jeunes, principalement au Nord-Kivu et au Sud-Kivu.

Sa mission est de mettre en place un cadre de formation, d'information et d'accompagnement pour les organisations engagées dans leur bien-être, en

cales

PREPACS-BENI repose sur une approche adaptée au contexte des communautés :

- Participative : les communautés sont au cœur des actions
- Inclusive : femmes, jeunes et groupes vulnérables sont impliqués
- Locale : les structures existantes (CLPD et CPDQ) sont valorisées
- Préventive : les actions visent à éviter l'escalade des conflits

Des actions concrètes pour la paix

Sur le terrain, le projet met en œuvre plusieurs activités :

- Renforcement des capacités des structures locales de paix
- Organisation de dialogues communautaires
- Emissions radio interactives
- Production et diffusion de messages de sensibilisation
 - théâtre participatif
 - sensibilisation des jeunes et des enfants

ren-forçant les capacités des acteurs locaux, en promouvant l'éducation à la paix et en encourageant l'engagement des jeunes dans la gestion des conflits. NPCYP agit aussi comme un pont entre organisations locales, communautés et partenaires pour mieux coordonner les initiatives de paix et de développement. Il vise l'émergence d'une jeunesse dynamique, responsable et engagée dans la construction d'une paix durable, au-delà des divisions sociales et culturelles, en s'appuyant sur des valeurs telles que l'engagement social, la transparence et la redevabilité envers les communautés et les partenaires.



Conception, rédaction, Couverture
et mise en page réalisées par **LA MAMA**